

COMITÉ DU DÉSARMEMENT

CD/PV.169
6 avril 1982
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT SOIXANTE-NEUVIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 6 avril 1982, à 10 heures

Président : M. Yoshio Okawa (Japon)

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

Algérie : M. M. MATI
M. M. BELKERID
M. A. TAFFAR

Allemagne,
République fédérale d' : M. H. WEGENER
M. N. KLINGLER
M. W.E. von dem HAGEN

Argentine : M. J.C. CARASALES
Mlle N. NASCIMBENE
M. V. ESPECHE GIL

Australie : M. D.M. SADLEIR

Belgique : M. A. ONKELINX
M. J.-M. NOIRFALISSE
Mlle de CLERQ

Birmanie : U THAN TUN

Brésil : M. D.A. de SOUZA e SILVA
M. S. de QUEIROZ DUARTE

Bulgarie : M. B. GRINBERG

Canada : M. G.R. SKINNER

Chine : M. TIAN JIN
Mme WANG ZHIYUN

Cuba : M. P. NUÑEZ MOSQUERA

Egypte : M. I.A. HASSAN
M. M.N. FAHY

Etats-Unis d'Amérique : M. L.G. FIELDS
M. M.D. BUSBY
Mme K. CRITTENBERGER
M. J. MISKEL
Mme M.E. HOINKES
M. J. MARTIN

Ethiopie : M. T. TERRETE
H. F. YOHANNES

France : M. J. de BEAUSSE
M. H. COUTHURES
M. M. VILLETTE

Hongrie : M. I. KOMIVES
H. C. GYORFFY

Inde : M. S. SARAN

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Indonésie</u> :	M. N. SUTRESNA M. I. DAMANIK M. B. SIMANJUNTAK M. A. BAHRIN
<u>Iran</u> :	M. M.J. MAHALLATI
<u>Italie</u> :	M. M. ALESSI M. C.M. OLIVA M. E. di GIOVANNI
<u>Japon</u> :	M. Y. OKAWA M. M. TAKAHASHI M. K. TANAKA M. T. ARAI
<u>Kenya</u> :	M. D.D. DON NANJIRA M. J. MURIU KIBOI
<u>Maroc</u> :	M. S.M. RAHALLI M. M. CHRAIBI
<u>Mexique</u> :	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ y REYNERO
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG M. L. BAYART
<u>Nigéria</u> :	M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI-IRONSI
<u>Pakistan</u> :	M. M. AHMAD M. M. AKRAM
<u>Pays-Bas</u> :	M. F. van DONGEN M. H. WAGENMAKERS
<u>Pérou</u> :	M. J. BENAVIDES de la SOTTA
<u>Pologne</u> :	M. B. SUJKA M. B. RUSSIN M. J. CIALQWICZ M. T. STROJWAS
<u>République démocratique allemande</u> :	M. G. HERDER M. J. MOEPERT
<u>Roumanie</u> :	M. T. MELESCANU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. D.M. SUMMERHAYES Mme J.I. LINK Mlle J.E.F. WRIGHT

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)Sri Lanka :M. J. JAYAKODDY
M. H.M.G.S. PALIHAKKARASuède :M. C. LIDGARD
M. C.M. HYLTEIUS
M. H. BERGLUND
M. J. LUNDINTchécoslovaquie :M. J. STRUCKA
M. A. CIMAUnion des Républiques
socialistes soviétiques :M. V.L. ISSRAELIAN
M. Y.K. NAZARKINE
M. B.P. PROKOFIEVVenezuela :M. R. RODRIGUEZ NAVARRO
M. O. AGUILAR PARDOYougoslavie :M. M. VRHUNEC
M. M. MIHAJLOVIĆZaire :

Mme ESAKI EKANGA KABEYA

Secrétaire du Comité du
désarmement et Représentant
personnel du Secrétaire
général :

M. R. JAIPAL

Secrétaire adjoint du Comité
du désarmement :

M. V. BÉRASATEGUI

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la cent soixante-neuvième séance plénière du Comité du désarmement. Le Comité poursuit aujourd'hui l'examen du point 6 de son ordre du jour, intitulé "Programme global de désarmement". Selon la pratique usuelle, les membres qui souhaitent intervenir sur d'autres questions ayant trait aux travaux du Comité peuvent le faire conformément à l'article 30 du règlement intérieur. Sont inscrits sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Mongolie, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Indonésie, des Pays-Bas, de Sri Lanka, de la Roumanie et du Brésil. Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit, le représentant de la Mongolie, Son Excellence l'Ambassadeur Erdembileg.

M. ERDEMBILEG (Mongolie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, la délégation mongole voudrait exprimer aujourd'hui quelques considérations sur le point 5 de l'ordre du jour du Comité, intitulé "Nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes; armes radiologiques".

Toutefois, je voudrais d'abord vous féliciter sincèrement, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Comité pour le mois d'avril.

Ma délégation fonde de grands espoirs sur le succès de nos travaux à ce stade important de l'achèvement des débats de la première partie de la session du Comité en 1982 et de la préparation d'un rapport spécial pour la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement.

Permettez-moi aussi de réitérer l'expression de notre reconnaissance au représentant de l'Italie pour le travail qu'il a effectué dans l'exécution de ses fonctions de Président en mars.

Conformément à son programme de travail, le Comité achève aujourd'hui l'examen du point 6 de son ordre du jour. La Mongolie s'est déjà brièvement exprimée à ce sujet.

On sait que dans sa résolution 36/92 F, l'Assemblée générale prie le Comité du désarmement d'achever, lors de la première partie de sa session de 1982, l'élaboration d'un programme complet de désarmement et de présenter ce programme à temps pour que l'Assemblée générale l'examine et l'adopte à sa deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement.

A ce propos, je voudrais faire remarquer qu'en dépit des efforts non négligeables entrepris par le Comité au sein des groupes de contact et au cours de consultations entre les délégations intéressées, efforts qui ont abouti à certains résultats, il subsiste certains problèmes non résolus et certaines difficultés qui s'opposent à un accord sur un texte de programme.

Cependant, nous ne perdons pas espoir que le Comité parvienne à utiliser pleinement le temps qui lui reste pour se rapprocher de la solution du problème qui lui est posé.

La position de la Mongolie sur le problème de l'interdiction des nouveaux types et des nouveaux systèmes d'armes de destruction massive a été maintes fois exposée ici. Comme de nombreux autres pays, nous maintenons que le moyen le plus simple et le plus fiable de résoudre ce problème est de conclure un accord universel excluant efficacement l'apparition de tout type nouveau d'arme de destruction massive et

de système de telles armes. Par ailleurs, pour nous rapprocher de la position de nos partenaires occidentaux dans les négociations au Comité, nous n'excluons pas la possibilité de conclure des accords sur des types particuliers d'armes de cette catégorie.

Dans ce contexte, les armes radiologiques pourraient être déclarées hors la loi. Lorsque le Comité a reçu la proposition commune soviéto-américaine sur l'interdiction des armes radiologiques, de nombreuses délégations espéraient légitimement que, sur la base de cette proposition, le Comité du désarmement parviendrait à bref délai à un accord sur ce type d'arme de destruction massive.

Mais les faits restent les faits et on ne peut que regretter que des complications aient surgi au cours des négociations. Selon nous, il faut d'abord parvenir à un accord sur la question de l'interdiction des armes radiologiques proprement dites sans la lier à d'autres questions sans rapport avec elle.

A propos du problème de l'interdiction de nouveaux types et de nouveaux systèmes d'armes de destruction massive, je voudrais me référer à la résolution 36/89, par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies "demande aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité et aux autres Etats importants sur le plan militaire de faire des déclarations identiques, quant au fond, concernant le refus de mettre au point de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes, en tant que premier pas vers la conclusion d'un accord général sur la question, étant entendu que ces déclarations seraient approuvées ultérieurement par une décision du Conseil de sécurité".

A ce sujet, la délégation mongole appuie la proposition de la délégation hongroise d'organiser des réunions officielles du Comité avec la participation d'experts gouvernementaux pendant la deuxième partie de la session de 1982 afin d'examiner la question desdites déclarations et d'autres questions liées à l'interdiction de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive.

Nous estimons que cette approche permettra au Comité de progresser dans ce domaine.

J'aimerais maintenant dire quelques mots du problème de l'interdiction des armes nucléaires à neutrons.

La préoccupation de la communauté mondiale devant la menace que présente ce type d'arme le plus inhumain et le plus barbare a été pleinement exprimée dans la résolution 36/92K de l'Assemblée générale.

Dans cette résolution, l'Assemblée déclare que l'introduction de l'arme nucléaire à neutrons dans les arsenaux militaires des Etats constituerait une escalade dans la course aux armements nucléaires et abaisserait sensiblement le seuil de la guerre nucléaire, aggravant de ce fait le risque d'une telle guerre.

Plus loin, l'Assemblée reconnaît les effets inhumains de cette arme et prie le Comité du désarmement d'entreprendre sans retard, dans un cadre organisationnel approprié, des négociations en vue de conclure une convention sur l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons.

(M. Erdembileg, Mongolie)

L'Assemblée a donc défini clairement et nettement sa position à l'égard de l'arme à neutrons.

Il faut toutefois regretter qu'en raison de l'attitude d'obstruction adoptée par certaines délégations, cette recommandation de l'Assemblée générale ne trouve pas de consensus au Comité du désarmement.

Pourtant, la délégation mongole et d'autres pays socialistes estiment toujours indispensable que le Comité, conformément à ladite recommandation, entreprenne des négociations concrètes pour interdire l'arme nucléaire à neutrons et crée à cette fin un groupe de travail spécial. A ce sujet, je voudrais une fois de plus rappeler qu'en mars 1978, le groupe des pays socialistes a soumis à l'examen du Comité du désarmement un projet de convention sur l'interdiction des armes nucléaires à neutrons.

S'il ne veut pas que l'arme à neutrons entraîne une nouvelle recrudescence de la course aux armements et un nouvel accroissement du danger militaire, le Comité du désarmement doit prêter une oreille attentive à l'appel que lui adresse la communauté mondiale.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Mongolie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis, Son Excellence l'Ambassadeur Fields.

M. FIELDS (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Bien que vous ayez demandé de supprimer l'hommage habituel rendu aux présidents entrants, je dois faire exception dans votre cas car je manquerais à mes devoirs si je n'exprimais le plaisir et la satisfaction de ma délégation de vous voir, cher ami et collègue, occuper ce fauteuil. Nous avons un important travail à faire ce mois-ci et nous sommes certains que grâce à votre expérience, à votre compétence et à votre dévouement, dont vous avez fait la preuve en tant que représentant du Japon au Comité, nous le mènerons à bonne fin pendant cette période critique de notre session de 1982. J'aimerais également saisir cette occasion pour exprimer l'admiration et la reconnaissance de ma délégation au Président du mois de mars, mon excellent ami, le distingué représentant de l'Italie, l'Ambassadeur Alessi, qui sans compter a mis son temps et ses talents considérables au service du Comité pendant la durée de sa présidence.

Aujourd'hui, je voudrais parler du point 6 de l'ordre du jour, qui porte sur un Programme global de désarmement.

Au cours de ses trois dernières sessions, le Comité a poursuivi ses efforts en vue d'atteindre l'objectif du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, par l'intermédiaire d'un groupe de travail chargé d'élaborer un Programme global de désarmement. Les travaux de ce Groupe ont été dirigés avec compétence et dévouement, en 1980 par M. l'Ambassadeur Adeniji, représentant du Nigéria, et en 1981 et 1982 par notre distingué ami et collègue l'Ambassadeur Garcia Robles, représentant du Mexique. Ces travaux, destinés à répondre aux désirs de tous les peuples de vivre dans un monde où règnerait une paix véritable et durable, n'ont pas toujours été faciles en raison de la nature même et de la complexité des problèmes en jeu. Malgré les difficultés rencontrées, nous avons accompli un travail important et utile. Toutefois, notre tâche est loin d'être achevée et un travail considérable reste à faire, tant ici au Comité qu'à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

générale consacrée au désarmement, où les résultats de nos travaux seront minutieusement examinés par une communauté mondiale inquiète. Ma délégation voudra sans doute revenir plus longuement sur le Programme en question lorsque nous traiterons de la procédure de communication des résultats des efforts du Groupe de travail à la deuxième session extraordinaire, mais je tiens à exposer brièvement nos vues sur certains aspects du travail accompli jusqu'ici.

En disant que des questions délicates restent à régler, je ne voudrais pas que mes collègues me prennent pour un prophète de malheur. La solution des problèmes qui subsistent n'est pas hors de notre portée. Toutefois, il importe que nous comprenions bien non seulement quels sont les questions et les problèmes en jeu, mais encore les raisons qui expliquent la position de diverses délégations intéressées.

Les Etats-Unis abordent la question de l'élaboration d'un Programme global de désarmement dans le cadre de l'ensemble de leur politique nationale de sécurité, qui est fondée sur des principes durables visant à réaliser la paix et à la maintenir. Un élément essentiel de notre politique, comme le Secrétaire d'Etat Haig l'a rappelé le 14 juillet dernier, est la recherche d'accords solides de limitation des armements. Mon Gouvernement s'est engagé dans cette recherche et, dans sa conférence de presse du 31 mars, le Président Reagan a réaffirmé cet engagement, en s'exprimant en ces termes :

"J'ai recherché et je continuerai à rechercher des accords réalistes sur la limitation des armements, aussi bien en ce qui concerne les forces nucléaires que les forces classiques. Je souhaite un accord sur les armes nucléaires stratégiques qui réduise les risques de guerre, abaisse le niveau des armements et renforce la sécurité mondiale. Nous ne pouvons nous contenter de moins."

Lançant un appel à l'Union soviétique pour qu'elle se joigne à nous dans la poursuite de l'objectif de la paix, le Président Reagan a dit :

"J'invite l'Union soviétique à se joindre à nous maintenant pour réaliser une réduction sensible des armes nucléaires et une percée importante en faveur d'une paix durable sur la Terre."

L'importance que notre Président attache aux questions relatives à la limitation des armements a été mise en évidence hier par sa décision de prendre la parole à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Dans ce contexte, il a exprimé l'espoir que le Président Brejnev serait également présent à cette session et il a émis le vœu que les deux Présidents se rencontrent à cette occasion pour discuter des questions liées au désarmement, si importantes pour nous tous. Dans sa déclaration, il a notamment dit ce qui suit :

"L'ensemble de la question de la réduction des armements, de la limitation des armements, est l'une des choses les plus importantes que nous ayons à régler, et j'espère que nous (les Présidents Reagan et Brejnev) pourrions prendre la parole à la session extraordinaire."

Monsieur le Président, ces déclarations du Président Reagan montrent clairement que mon pays est vraiment engagé dans la recherche d'une paix durable et qu'il souhaite vivement entamer le processus de réduction des armes nucléaires, qu'il considère comme un pas important en direction de cet objectif.

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

Je voudrais souligner que le Président Reagan a parlé d'"accords réalistes sur la limitation des armements". C'est avec ce sens du réalisme et de l'engagement en faveur du processus de limitation des armements que ma délégation a abordé nos négociations sur le Programme global de désarmement. Je n'insisterai jamais assez sur l'attachement de ma délégation à un programme applicable et réaliste. Malheureusement, l'histoire des tentatives faites avant nous par des hommes et des femmes sincères et dévoués pour réaliser la paix et la maintenir n'est pas toujours marquée par de grands succès. Les causes fondamentales des guerres et des tensions internationales n'ont pas été éliminées, bien que nous n'ayons pas ménagé nos efforts dans ce domaine. Pour réussir dans notre entreprise, nous devons pleinement tenir compte de l'interaction entre les causes de tension et l'accumulation d'armements. Des accords de limitation et de réduction des armements doivent être soigneusement négociés, afin d'assurer la protection et de renforcer la sécurité de toutes les parties intéressées et de façon à ne pas provoquer d'instabilités qui augmenteraient le risque de conflits que ces accords sont précisément destinés à atténuer. Les obligations qui découlent de ces accords doivent être précises et leur respect doit être vérifiable. Le processus de négociation s'appuie nécessairement sur la règle du consensus. Étant donné la complexité technique et politique des questions à régler, la nature fondamentale des intérêts en jeu et l'impossibilité de prévoir avec précision l'évolution future, il n'est pas réaliste de fixer un enchaînement rigide ou des calendriers arbitraires pour la conclusion de tels ou tels accords particuliers. La méfiance et la suspicion constituent des obstacles au désarmement. Aussi des mesures collatérales favorisant l'ouverture ou la "transparence" et permettant de renforcer la confiance sont-elles ici capitales. De même, les progrès en matière de désarmement doivent aller de pair avec le renforcement des procédures et institutions internationales consacrées au maintien de la paix et au règlement pacifique des différends. Voilà pourquoi nous estimons, Monsieur le Président, que, pour être satisfaisante, la progression doit se faire par étapes discrètes et à la faveur d'accords particuliers.

Si l'expérience et la pratique ont montré que l'on ne pourra réussir en matière de désarmement qu'en adoptant une approche réaliste par étapes, nous n'en avons pas moins appuyé, et continuons de le faire, l'approche générale adoptée par le Comité du désarmement dans les négociations sur un Programme global de désarmement. Ma délégation a participé activement aux travaux dans ce domaine, estimant qu'un programme de ce genre peut à la fois servir de guide général pour les mesures à prendre en faveur du désarmement et fournir un moyen de mesurer les progrès accomplis. Nous sommes convaincus - et nombreux sont ceux qui, au sein du Comité, partagent notre conviction - que le Programme global de désarmement devrait offrir le cadre nécessaire pour une action en faveur du désarmement. Il ne devrait pas dicter aux Etats les mesures précises à prendre, mais plutôt servir de guide ou de plan que les Etats pourraient utiliser pour élaborer les mesures particulières qu'ils devraient prendre. Il devrait indiquer les mesures qui nécessitent des négociations et les principes selon lesquels ces négociations devraient être menées et proposer des priorités à respecter. Il devrait aussi fixer des procédures pour assurer une vérification adéquate et efficace ainsi que l'application des mesures à négocier par les Etats, de même que les mécanismes appropriés d'examen et d'évaluation.

Le Programme global de désarmement doit être le reflet d'approches réalistes et concrètes, équilibrées, conformes aux impératifs de la vérification et dûment corrélées, qui tiennent pleinement compte des besoins existants de tous les Etats en matière de sécurité, du climat international et des réalités politiques. La notion de groupage de mesures et de négociations à leur sujet est extrêmement importante. Des négociations peuvent être menées sur différentes mesures en même temps, et

(H. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

plusieurs mesures peuvent faire l'objet de la même série de négociations. Il s'agit là d'une notion qui reflète la politique de mon gouvernement en ce qui concerne les négociations sur la limitation des armements et le désarmement.

Les Etats-Unis sont actuellement engagés dans toute une série de négociations sur la limitation des armements et le désarmement. A Vienne, nous négocions la réduction des armements et des forces armées en Europe. Ici, à Genève, nous menons des négociations bilatérales avec l'URSS sur les forces nucléaires de portée intermédiaire. Dans le cadre de la Conférence de Madrid sur la coopération et la sécurité en Europe, nous nous sommes occupés de la question de l'extension de mesures propres à accroître la confiance en Europe. Au sein de notre Comité, nous avons poursuivi des négociations relatives à une convention sur les armes radiologiques, ainsi que l'élaboration d'une convention sur les armes chimiques. Sur toutes ces questions, nous souhaitons aboutir à des accords aussi rapidement que possible. Toutefois, les efforts déployés dans ces domaines, et d'autres qui doivent être entrepris, portent sur des questions complexes et délicates, sur lesquelles il n'est pas possible de s'entendre du jour au lendemain. Ma délégation, tout comme d'autres, estime donc qu'il n'est pas réaliste de fixer des dates limites ou même des calendriers indicatifs pour le début ou l'achèvement de négociations concrètes sur des mesures ressortissant au Programme global de désarmement. Etablir des calendriers de ce genre sans tenir compte de l'évolution imprévisible sur le plan international, est illogique. On peut rendre compte de façon plus réaliste du caractère d'urgence en convenant de la nécessité de réaliser dans le plus bref délai possible un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace et en adoptant un processus d'examen périodiques permettant de stimuler la mise en oeuvre du Programme. En procédant de cette façon dynamique on tirerait le meilleur parti des progrès accomplis dans les négociations sur les mesures en question, de l'état des négociations en cours, du climat international et des réalités politiques.

Quant à la nature du Programme global de désarmement, ma délégation ne considère pas celui-ci comme remplaçant la négociation d'accords concrets conduisant le mode vers un désarmement général et complet. Les engagements juridiquement contraignants qui favoriseront ce processus ne peuvent être pris qu'à la suite de négociations fructueuses sur des accords concrets, équilibrés et vérifiables. Nous recherchons vivement la conclusion d'accords de ce genre. Ce qu'il faut maintenant, c'est la volonté politique non seulement de souscrire au Programme en question, mais encore de s'engager à l'appliquer. Il est préférable de le faire non pas en paroles, mais par des actes. C'est plus particulièrement aux Etats qu'il appartient de créer un climat de confiance permettant de réaliser de véritables progrès sur la voie du désarmement.

Monsieur le Président, je voudrais maintenant aborder la question des mesures à inscrire dans le Programme. Ma délégation a toujours été d'avis que pour que ce Programme serve vraiment de fil conducteur en direction du désarmement, les mesures qui y seront inscrites devraient correspondre aux domaines dans lesquels les négociations devraient s'engager, ainsi qu'aux questions générales dont il conviendrait de traiter au cours de ces négociations. Elles ne devraient donc pas être trop précises et ne pas être libellées d'une façon qui préjugerait du résultat de ces négociations. C'est, après tout, essentiellement aux Etats qui entreprennent des négociations de ce genre qu'il appartient de déterminer le contenu spécifique des négociations, ainsi que la façon dont seront abordées les mesures spécifiques.

Mon gouvernement a également éprouvé quelques difficultés concernant la place de certaines mesures dans une série d'étapes ou de phases au cours desquelles les

(M. Fields, Etats-Unis d'Amérique)

négociations sur les mesures devraient s'engager. Le processus de négociation est un processus continu, qui ne se prête pas à la fixation d'un ensemble déterminé de mesures pour tel ou tel moment précis. Nous reconnaissons que les mesures à négocier peuvent être identifiées comme formant une suite logique, et c'est sur cette base que nous avons oeuvré au sein du Groupe de travail. Il nous paraît logique, également, que des mesures puissent être groupées par étapes qu'exige au départ la situation actuelle, par étapes intermédiaires et par étapes devant mener à un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Cette approche a permis de réaliser quelques progrès au sein du groupe de contact sur les mesures créées par le Groupe de travail. On a également progressé dans un groupe de contact officieux, qui travaille d'arrache-pied pour tenter de coordonner les différents textes présentés au sujet des diverses mesures concrètes.

Monsieur le Président, nous avons réalisé des progrès dans nos négociations sur un Programme global de désarmement, tant au sein du Groupe de travail lui-même, que dans nos groupes de contact officieux. Sous la Présidence, respectivement, de MM. les Ambassadeurs de France, du Brésil et de la République démocratique allemande, nous avons élaboré des textes de négociation - comportant, il est vrai, dans certains cas, beaucoup de crochets - sur les objectifs, les priorités et les principes d'un Programme global de désarmement. Nous avons aussi, comme je l'ai déjà fait remarquer, progressé en ce qui concerne l'identification et l'élaboration des mesures à inclure dans ce Programme. En outre, je pense que nous reconnaissons tous la nécessité d'un examen périodique du Programme global du désarmement, et ma délégation ne prévoit pas de grosses difficultés dans la mise au point des détails pour un tel examen. Nous sommes convaincus qu'à la fin de la présente session nous disposerons d'un document de négociation que, même s'il est officieux et comporte des crochets, les délégations pourront communiquer à leurs gouvernements en vue d'un examen approfondi avant que nous reprenions notre travail de rédaction finale d'un Programme global de désarmement. A la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, nous devons nous efforcer de négocier un Programme global de nature à recueillir le consensus nécessaire. Nous devons éviter des formules inévitables ou mal équilibrées, dont l'impact aurait un effet déstabilisateur et mettrait la paix en péril. Notre Programme doit répondre sérieusement aux aspirations des peuples du monde, qui souhaitent l'établissement, pour le désarmement, d'un cadre permettant d'aboutir à une paix durable. Il s'agit là d'un noble effort, en faveur duquel je puis promettre la coopération de ma délégation.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Fields de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Indonésie, Son Excellence l'Ambassadeur Sutresna.

M. SUTRESNA (Indonésie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, si je prends la parole ce matin, c'est pour présenter le rapport technique commun transmis par l'Indonésie et les Pays-Bas concernant la destruction d'environ 45 tonnes d'agents moutarde sur un site proche de Bandung, capitale de la province du Java occidental, qui fait l'objet du document CD/270.

Ma délégation se félicite qu'à ce stade des travaux du Comité les délégations de l'Indonésie et des Pays-Bas soient en mesure de présenter ce rapport au Comité, en vue de partager avec tous les autres Etats membres l'expérience de la coopération acquise par nos deux pays dans un domaine lié à la question des armes chimiques, actuellement étudiée par le Comité. Nous espérons sincèrement que d'une façon ou d'une autre ce rapport contribuera dans une modeste mesure à faire progresser les travaux du Comité en ce domaine.

Comme vous l'avez noté dans ce document, ce dangereux agent a été détruit il y a trois ans dans mon pays. La présentation de ce rapport intervient à un moment où le Groupe de travail spécial des armes chimiques, placé sous la direction compétente du représentant de la Pologne, l'Ambassadeur Sujka, élabore les dispositions de la future convention sur l'interdiction des armes chimiques concernant en particulier les mesures de destruction et de vérification. Le principal objet de cette interdiction est, de l'avis de ma délégation, la destruction des stocks existants d'armes chimiques et d'agents de guerre chimique.

J'estime opportun de souligner que cet agent moutarde avait été laissé en Indonésie par le gouvernement de ce qui était alors les Indes néerlandaises, sous l'autorité duquel ces armes chimiques se trouvaient destinées à être utilisées à des fins de représailles, en cas d'emploi des armes chimiques par l'ennemi lors du déclenchement de la Seconde guerre mondiale et de son extension à la région. Mais il advint que les armes chimiques ne furent pas utilisées au cours de ce conflit.

Comme vous le savez, l'Indonésie a été le théâtre de combats avant la proclamation de l'indépendance en 1945, puis pendant les années qui suivirent. Dans ces conditions il était inévitable que les autorités indonésiennes ignorent complètement l'existence de l'agent moutarde dans le pays. Cela semblait aussi être le cas aux Pays-Bas.

Il est heureux pour les deux pays qu'un ressortissant néerlandais, qui avait participé au démantèlement de l'installation en 1949, ait eu l'honnêteté de porter en 1975, cette question à l'attention du Gouvernement des Pays-Bas, qui informa ensuite le Gouvernement de l'Indonésie.

Deux considérations principales ont motivé la décision du Gouvernement indonésien de se débarrasser dès que possible de cet agent dangereux :

1. La prise de conscience des graves conséquences que l'existence prolongée de cet agent pourrait avoir pour les populations avoisinantes et l'environnement, surtout après la découverte d'un réservoir atteint par la corrosion;
2. Le strict respect des dispositions du Protocole de 1925, que l'Indonésie avait signé sans aucune réserve. Le Gouvernement indonésien a donc estimé que les pays parties à ce Protocole avaient l'obligation de détruire de leur propre initiative les agents chimiques dangereux existant sur leurs territoires respectifs ou sur des territoires relevant de leur juridiction.

Pour procéder à cette destruction, le Gouvernement indonésien demanda au Gouvernement néerlandais, responsable de l'existence de cet agent en Indonésie, de fournir une assistance technique, tandis que l'Indonésie fournissait les moyens logistiques et assurait la sécurité de l'ensemble de l'opération.

La coopération qui en est résultée entre les Gouvernements néerlandais et indonésien pour détruire cet agent dangereux a été tout à fait exemplaire, reflétant les relations amicales excellentes qui prévalent entre les deux pays.

Lorsque l'opération conjointe Indonésie-Pays-Bas s'est achevée, on a constaté qu'il restait encore environ 2 000 litres d'agent moutarde sur le site considéré. L'Indonésie a entrepris de le détruire elle-même par le procédé de l'hydrolyse.

(M. Sutresna, Indonésie)

Je n'ai pas l'intention de m'étendre sur les aspects techniques de cette opération baptisée "OBONG". Mais il est peut-être intéressant de relever certains points qui n'ont pas un caractère technique.

L'Indonésie, pays qui ne possède, ni ne fabrique d'armes chimiques, a acquis une expérience précieuse à l'occasion de cette opération.

Bien qu'il ait été stocké 40 ans dans un abri souterrain, l'agent moutarde n'avait rien perdu de sa force. Il faudra donc se souvenir que même après une longue période de stockage, l'agent conserve toutes ses capacités destructrices. Il est probable que plusieurs pays détiennent encore actuellement des stocks de cet agent.

Il est indispensable de prévoir dans la future convention l'obligation d'une inspection sur place pendant l'opération de destruction pour veiller à ce que celle-ci porte bien sur les types, quantités et sites déclarés, éliminant ainsi tout doute éventuel quant à la sincérité des parties intéressées.

La destruction de telles quantités d'agent moutarde à l'aide d'un équipement relativement simple dans des délais relativement brefs pourrait peut-être servir de référence pour déterminer les délais de destruction de stocks d'armes chimiques de la même catégorie, en tenant dûment compte de la situation locale.

Pour des pays en développement tels que l'Indonésie, une telle opération de destruction exige l'assistance technique et le concours d'experts des pays développés, et cela devrait aussi être envisagé dans la future convention.

Enfin, j'aimerais indiquer que le cas de l'Indonésie pourrait aussi être pris en considération pour d'autres pays ayant connu une expérience historique comparable. A cet égard, je voudrais profiter de cette occasion pour exprimer une fois de plus, au nom du Gouvernement de l'Indonésie, nos remerciements et notre gratitude au Gouvernement néerlandais pour l'assistance et la coopération qu'il nous a fournies au cours de l'opération.

Permettez-moi encore d'évoquer brièvement deux aspects de cette question des armes chimiques à laquelle ma délégation attache une grande importance.

De nombreux membres du Comité ont fait part de leurs inquiétudes devant l'évolution récente concernant la production d'une nouvelle génération d'armes chimiques, les armes binaires, qui, à leur avis, pourraient entraver les travaux du Comité concernant l'interdiction des armes chimiques.

L'apparition de ces nouvelles armes conférera certainement à la course aux armements chimiques une nouvelle dimension.

Ma délégation ne conteste nullement à aucun Etat le droit d'élaborer et d'adopter la politique qui à son avis répondrait le mieux à ses intérêts de défense ou de sécurité. Mais si ces Etats se sont engagés à atteindre un objectif déterminé dans un organe de négociation, on est fondé à attendre d'eux qu'ils ne prennent pas de mesures ou n'appliquent pas une politique opposée par sa nature même à cet objectif, s'ils ne veulent pas que la crédibilité de leurs déclarations en souffre, ou soit mise en doute. Apparemment, ce qui semble logique à des pays tels que l'Indonésie ne paraît pas l'être pour d'autres. Mais ma délégation estime qu'un second tort ne compense pas le premier.

(M. Sutresna, Indonésie)

Ma délégation a pris note de la déclaration par laquelle le représentant des Etats-Unis, l'Ambassadeur Fields, a donné l'assurance, le 25 mars 1982, que "l'attachement des Etats-Unis à l'objectif d'une interdiction complète et vérifiable des armes chimiques a été réaffirmé par la plus haute autorité de notre gouvernement". L'Ambassadeur Fields a aussi déclaré "si cet objectif était atteint, nous serions alors disposés à mettre rapidement fin à notre programme binaire".

Ma délégation considère que cette assurance a une double signification. D'une part, le Comité est invité à travailler sans délai à l'élaboration de l'interdiction des armes chimiques et, d'autre part, les Etats-Unis s'efforceront de parvenir à l'objectif de l'interdiction complète des armes chimiques. Ma délégation espère sincèrement que cet engagement se traduira dans les faits dans un avenir pas trop lointain.

Mais quelques objections ont été soulevées dans ce Comité contre la nécessité d'inclure une interdiction d'utilisation dans la future convention, cette interdiction étant déjà prise en compte par le Protocole de Genève de 1925.

Logiquement, l'utilisation des armes chimiques ayant déjà été interdite par ce Protocole, les stocks existants devraient être détruits, et il ne devrait pas y avoir de raison de mettre au point de nouvelles armes de ce type. Mais il est regrettable de constater que tel n'a pas été le cas.

De l'avis de ma délégation, cette situation résulte principalement des faits suivants :

En premier lieu les réserves apportées par plusieurs pays, dont les plus grandes puissances, au Protocole de 1925 quant à l'éventualité du non-respect de ses dispositions par une puissance ennemie ont créé une situation dans laquelle des armes chimiques continuent de pouvoir être utilisées;

En second lieu, la portée limitée de l'utilisation, dans le Protocole de Genève, ne tient pas compte de formes d'hostilités armées autres que la guerre.

En troisième lieu, l'absence d'un mécanisme de mise en oeuvre dans le Protocole de 1925 a rendu plus probable l'utilisation potentielle, ou même effective, des armes chimiques.

Le maintien des armes chimiques dans les arsenaux des Etats et l'intention manifestée de fabriquer de nouveaux types de telles armes ne fait que renforcer la conviction de ma délégation que l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques sous la forme où elle est apparue dans le Protocole de 1925 devrait être renforcée; d'où la nécessité de réaffirmer l'interdiction d'utilisation de ces armes dans la convention d'ensemble sur les armes chimiques que nous élaborons aujourd'hui.

L'importance qu'il y a à inclure l'élément de l'utilisation dans la future convention sur l'interdiction des armes chimiques a été encore soulignée dans le document CD/167 présenté par le Canada, à la lumière des données nouvelles concernant les problèmes des agents à double fin et des composés binaires.

En outre, le représentant de l'Australie, l'Ambassadeur Sadlier, s'est exprimé de façon éloquente et complète sur la question de l'utilisation, dans sa déclaration

(M. Sutresna, Indonésie)

du 1er avril 1982. Je n'ai rien à y ajouter. Je me contenterai de rappeler que l'Indonésie a présenté avec l'Australie, l'Argentine, la Chine et le Pakistan une proposition de variante pour le libellé du texte concernant la portée de l'interdiction contenue dans la future convention sur les armes chimiques.

M. van DONGEN (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : C'est la première fois, Monsieur le Président, que je prends la parole pour intervenir officiellement à une séance plénière du Comité du désarmement et je suis particulièrement heureux de pouvoir le faire sous votre présidence. Pendant la courte période qui s'est écoulée depuis mon arrivée à Genève j'ai pu apprécier la valeur de vos connaissances et de votre jugement si bien qu'en vous félicitant je me félicite égoïstement de faire mes premiers pas officiels dans le domaine du désarmement sous votre direction. Mes remerciements tardifs vont également à votre distingué prédécesseur, l'Ambassadeur Mahallati, d'Iran, et à l'Ambassadeur Alessi, d'Italie, ainsi qu'aux nombreux collègues qui officiellement et officieusement m'ont souhaité la bienvenue à ce Comité. Avant d'aborder le fond de mon intervention, Monsieur le Président, je tiens particulièrement à ce que mon respect pour le travail accompli ici par mon estimé ami et prédécesseur, l'Ambassadeur Richard Fein, soit consigné dans le compte rendu. C'est à la fois un privilège et une gageure que de lui succéder au Comité du désarmement.

Monsieur le Président, invoquant l'article 30 du règlement intérieur, j'aimerais que le distingué représentant de l'Indonésie présente le document de travail commun. Après l'intervention de mon distingué collègue d'Indonésie, la question n'aura plus guère besoin de présentation.

La délégation des Pays-Bas a deux bonnes raisons de se féliciter de l'occasion qui lui est donnée de prendre la parole aujourd'hui, la première étant que nous pouvons ensemble rendre compte de ce qui a été effectivement fait et non seulement discuté dans le domaine du désarmement; la deuxième que nous pouvons présenter un rapport sur l'action conjuguée menée par les deux pays intéressés dans un climat d'harmonie et de confiance réciproque.

On peut considérer l'opération "Obong" comme une mise en oeuvre "avant la lettre" d'un traité éventuel sur les armes chimiques. Un tel traité reste une priorité urgente pour nos deux délégations et je suis heureux de constater, d'après les négociations qui se déroulent activement au Groupe de travail spécial des armes chimiques, qu'il semble en être de même pour toutes les délégations et qu'un certain nombre d'observateurs ont manifesté un vif intérêt.

Un élément essentiel d'un traité sur les armes chimiques est la destruction des stocks existants d'armes et d'agents de guerre chimiques assortie d'une vérification internationale appropriée.

Pour créer une confiance maximale dans un traité sur les armes chimiques, il faudrait que les pays déclarent tous leurs stocks et, si possible, les détruisent avant l'entrée en vigueur dudit traité. Cela serait, bien entendu, vous le comprenez, le scénario optimal. En réalité, il est probablement excessif de s'attendre à ce que tous les pays déclarent leurs stocks opérationnels avant l'entrée en vigueur du traité et il est probable que la destruction des stocks opérationnels ne commencera qu'après.

D'autre part, il n'y a aucune raison pour que des stocks périmés ne soient pas déclarés et détruits dès maintenant. Nous savons que plusieurs pays sont en train

(M. van Dongen, Pays-Bas)

de détruire de vieux stocks d'armes chimiques s'ils ne l'ont déjà fait, car ils reconnaissent qu'il est important d'éliminer de l'environnement des matières extrêmement toxiques. La publicité accordée à ces activités peut contribuer à créer la confiance et aider d'autres pays qui cherchent des méthodes appropriées pour détruire leurs stocks.

La destruction des armes et des agents de guerre chimiques est souvent loin d'être simple. Leur extrême toxicité et donc les risques que courent les personnes qui travaillent sur les lieux de destruction exigent des normes élevées de sécurité.

Le transport des stocks anciens peut être dangereux et n'est donc pas souhaitable. Il faut aussi tenir compte de la possibilité d'effets nuisibles pour l'environnement. Il en résulte que toute opération de destruction a des chances d'être coûteuses et d'exiger un temps considérable.

Entre les deux guerres mondiales, un certain nombre de pays ont fabriqué ou possédé des agents moutarde. Après la seconde guerre mondiale, plusieurs d'entre eux ont décidé de détruire leurs stocks. Différents procédés de destruction ont été conçus : ils étaient extrêmement complexes (en partie à cause de la nécessité de disposer de grandes quantités d'eau et/ou de décontaminants) ou risquaient d'avoir des répercussions inacceptables pour l'environnement.

Dans le premier cas, il faut citer le procédé par hydrolyse et le Système d'élimination des agents et munitions chimiques des Etats-Unis (CAMDS); dans le second, le brûlage en fosse à ciel ouvert et le rejet dans l'océan. Tous les procédés ont leurs avantages et leurs inconvénients.

Aujourd'hui, les délégations de l'Indonésie et des Pays-Bas vous présentent un rapport sur leur opération commune de destruction d'une quantité considérable d'agent moutarde. Ce rapport technique est publié sous la cote CD/270. Naturellement, l'opération décrite a été adaptée aux conditions particulières du lieu mais nous sommes sûrs qu'elle prouve aussi que la destruction de l'agent moutarde est une opération viable, relativement simple et d'un coût raisonnable, qui peut être exécutée sans mettre en péril la santé publique ou l'environnement.

Monsieur le Président, puisque mon distingué collègue de l'Indonésie nous a déjà fait l'historique de la question j'essaierai donc d'être aussi bref que possible. Ce stock dans l'île de Java visait initialement à servir de moyen de dissuasion face à l'éventualité d'une guerre chimique dans la région. Or, il s'est trouvé que les armes chimiques n'ont pas été utilisées au cours des hostilités. Après la guerre, l'usine qui alimentait ce stock a été démantelée. Mais l'agent moutarde lui-même stocké dans des citernes hermétiquement closes enfouies dans des abris souterrains n'avait pas été détruit. Seules quelques personnes étaient au courant et, en particulier, ni les autorités indonésiennes ni les autorités néerlandaises ne connaissaient l'existence de ce stock d'agent moutarde. Ce n'est que pendant la deuxième moitié des années 1970 que l'une des personnes qui avaient participé au démantèlement de l'usine a appelé l'attention sur cette question.

Les Gouvernements de l'Indonésie et des Pays-Bas ont alors décidé d'éliminer la substance dangereuse. Ils ont convenu que le Gouvernement néerlandais fournirait l'assistance technique, y compris les spécialistes, et que le Gouvernement indonésien assurerait la sécurité et la logistique de l'opération. Le Laboratoire Prins Maurits (TNO) fut chargé de fournir l'assistance technique.

(M. van Dongen, Pays-Bas)

Une mission d'enquête découvrit, en avril 1978, sur un terrain adjacent à un champ de tir d'artillerie et à proximité immédiate d'une zone habitée, la présence de cinq réservoirs en acier de 10 m³ enfouis dans cinq abris souterrains en pierre à moitié remplis d'eau. L'un des réservoirs était corrodé au point qu'il s'était apparemment vidé de son contenu. Aucun agent moutarde n'avait cependant pu être décelé au voisinage de ce réservoir mais des produits de décomposition étaient présents. On constata que les quatre autres réservoirs contenaient de l'agent moutarde dont la quantité totale fut estimée à 35 000 litres.

La présence d'une quantité aussi grande d'agent moutarde à proximité immédiate de zones habitées et le risque que les réservoirs pourraient commencer à fuir préoccupèrent grandement le Gouvernement indonésien. On décida donc qu'il fallait se débarrasser le plus rapidement possible de cet agent moutarde.

Plusieurs méthodes de destruction furent envisagées en tenant compte du fait que la destruction sur place était nécessaire, le transport de l'agent moutarde sur de grandes distances présentant de toute évidence un risque trop grand. Ce dernier facteur limitait les options disponibles en raison de l'approvisionnement réduit en énergie, en eau et en matériaux. Les méthodes précédemment mentionnées, c'est-à-dire l'hydrolyse, les systèmes CAMDS, TAMOS, le brûlage en fosse à ciel ouvert et le rejet dans l'océan furent donc écartés. D'autres méthodes furent aussi rejetées, surtout parce qu'elles posaient des problèmes d'élimination.

On finit par choisir le principe de l'incinération contrôlée. Un incinérateur spécialement conçu fut construit aux Pays-Bas et expédié en Indonésie. Après que le NBC Defence Corps indonésien eut exécuté sur place les préparatifs nécessaires, commença l'étape de la construction et des essais, qui dura un mois environ. L'incinération proprement dite de l'agent moutarde eut lieu en juin 1979. Au total, 32 000 litres de cet agent furent détruits. Vous trouverez dans le document de travail une description détaillée de la méthode d'incinération et des difficultés rencontrées au cours de la destruction d'une partie du stock.

Monsieur le Président, quelles sont les leçons que l'on peut tirer de cette opération et de son histoire ? La première est que la destruction de quantités considérables d'agent moutarde, dans les conditions décrites, peut être réalisée avec sécurité dans un temps raisonnablement court et avec un matériel relativement simple.

La deuxième, non moins importante, est la valeur de la coopération. Nous avons là un exemple tangible d'un effort concret commun pour aider à jeter les bases d'un traité interdisant toutes les armes chimiques.

La troisième concerne la vérification. Pendant l'opération de destruction, on s'était dûment préoccupé d'un mécanisme éventuel de vérification. Supposons un moment que l'opération Obong ait été exécutée en vertu d'une convention sur les armes chimiques. La question du type de vérification nécessaire se serait alors posée. Notre réponse aurait été qu'étant donné la technologie actuellement disponible, seule une inspection régulière sur place pouvait fournir une preuve convaincante que l'agent de guerre chimique avait vraiment été efficacement et totalement détruit. Théoriquement il existe des possibilités d'observation et de vérification à distance, mais elles sont encore loin d'être devenues opérationnelles. Il faudra encore des efforts

(M. van Dongen, Pays-Bas)

considérables de recherche-développement avant que la faisabilité d'un tel système puisse être établie. Dans l'avenir prévisible, seule une inspection sur place pendant la destruction peut permettre une vérification adéquate de la destruction de stocks, comme dans l'opération Obong.

Telles sont, Monsieur le Président, les quelques observations préliminaires en introduction au document de travail CD/270 présenté en commun par les délégations de l'Indonésie et des Pays-Bas. Nos deux délégations se proposent de présenter un exposé plus technique au Comité dans le courant de l'année.

Il va sans dire que nos deux délégations, car je suis certain que je peux aussi parler au nom de mon collègue indonésien, sont prêtes à répondre à toute question qui pourrait se poser concernant cette opération.

Le PRESIDENT ((traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant des Pays-Bas de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de Sri Lanka, Son Excellence l'Ambassadeur Jayakoddy.

M. JAYAKODDY (Sri Lanka) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, c'est peut-être avec une exagération poétique que T.S. Eliot a dit qu'avril est "le mois le plus cruel". Ma délégation, je me hâte de le dire, ne pense pas qu'il doive nécessairement être le mois le plus cruel ni pour vous ni pour les autres représentants. Il risque pourtant d'être un mois difficile et épuisant pendant lequel le Comité s'efforcera d'achever son travail, avec quelque succès espérons-le.

Monsieur le Président, chacun ici est extrêmement impressionné par la durée et la distinction de vos états de service au Comité et par le dévouement profond de votre pays, de son gouvernement et de sa population à la cause du désarmement. C'est donc pour ma délégation un honneur et un privilège que de vous adresser notre salut et nos vœux de succès, et de vous promettre toute notre coopération et notre assistance. Nous sommes sûrs qu'avec votre infinie patience, votre grande compétence et votre inébranlable courtoisie, vous aiderez à mener à bonne fin la session actuelle du Comité.

Nous avons eu le privilège d'avoir le distingué Ambassadeur de l'Italie pour nous guider lors du passage des idées de mars. Le dernier mois a été difficile pour nous tous. Il a fallu beaucoup de doigté, de calme, de ténacité et d'habile persuasion pour guider le Comité dans ses importantes décisions. M. l'Ambassadeur Alessi a amplement manifesté toutes ces qualités, et ainsi aidé à progresser de plusieurs pas vers l'accomplissement des tâches dont il était chargé. Ma délégation voudrait lui exprimer ses remerciements sincères pour la contribution inappréciable qu'il a apportée pendant le mois de mars.

J'aimerais dire quelques mots au sujet du programme global de désarmement, qui est aujourd'hui à l'ordre du jour. Nous avons tous admis qu'un programme de désarmement pourrait devenir l'élément central de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Je ne souhaite pas anticiper sur la nature de cet élément, mais ma délégation espère qu'il ne décevra pas ceux qui attendent quelque chose de significatif et de substantiel. Le Comité doit beaucoup

(M. Jayakoddy, Sri Lanka)

à M. l'Ambassadeur Garcia Robles pour son travail infatigable à la présidence du Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement. Au prix de grands efforts et avec une détermination inébranlable, il s'est employé à faire progresser les négociations. Les progrès réalisés jusqu'ici par le Groupe de travail spécial ont été modestes, mais il est encore temps et le désir d'obtenir de plus grandes réalisations est devenu plus vif. Nous espérons que pour la fin de cette session, nous aurons obtenu quelque chose qui vaille la peine d'être présenté à la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement.

Ma délégation n'a aucune illusion sur ce que pourrait signifier l'adoption d'un programme global de désarmement. Nous ne pensons pas que sa formulation par le Comité et son adoption par la session extraordinaire puissent déclencher une avalanche de mesures immédiates de désarmement qui nous fassent transformer nos armes en socs de charrue. Elles ne mettront pas non plus fin à elles seules à la course aux armements nucléaires ou au recours à la dissuasion et aux stratégies de contre-forces pour garantir la sécurité nationale. Nos espoirs sont plus modestes. A notre avis, un programme global de désarmement serait un point de départ reflétant la volonté et la détermination communes de déclencher un processus équilibré, global et réaliste comprenant la négociation et l'application de mesures réelles et efficaces de désarmement. A notre avis, il signifiera que nous acceptons un cadre de mesures positives et affirmatives orientées vers un désarmement général et complet et tenant compte des diverses relations mutuelles entre la sécurité, l'état de préparation militaire et le désir de créer un ordre international dans lequel la guerre ne serait plus utilisée comme un prolongement de la politique et de la diplomatie. C'est sous cet angle et en se fondant sur un tel espoir que ma délégation considère la formulation d'un programme global de désarmement, son adoption et son application.

J'aimerais maintenant parler de deux sujets qui seront mentionnés dans le programme global de désarmement. Le premier concerne la création de zones de paix. Je pense ici spécifiquement à la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix. On sait que mon pays a défendu activement depuis 1972 l'idée de faire déclarer l'océan Indien zone de paix. L'engagement inébranlable du Sri Lanka à cette proposition et nos efforts incessants pour atteindre cet objectif découlent de la conviction profonde que sa réalisation peut éliminer une grave menace à la paix et à la sécurité de toute la région de l'océan Indien. La militarisation de cet océan au cours de la dernière décennie a entraîné une escalade de la tension et suscité de grandes préoccupations de le voir mué en un champ de bataille nucléaire. C'est une éventualité que nous souhaitons éviter en prenant toutes les mesures efficaces à cet effet avant qu'il ne soit trop tard.

Dans cet esprit, ma délégation a souligné au cours des négociations sur le programme l'importance de formuler avec précision et clarté la mesure relative à la déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix et de lui accorder la priorité élevée nécessaire dans le processus de mise en oeuvre. A notre avis, ne pas reconnaître la pleine signification de cette mesure ou en remettre son application à une date éloignée serait contribuer à aggraver encore la tension et à étendre les zones de conflit nucléaire dans le monde. C'est pourquoi nous espérons que ladite mesure et le calendrier de son application seront reflétés comme il convient par consensus et sans aucune réserve dans le programme global de désarmement.

(M. Jayakoddy, Sri Lanka)

La délégation srilankaise attache une importance particulière au mécanisme et à la procédure envisagés dans le programme global de désarmement pour promouvoir le processus de désarmement, suivre en permanence le progrès de sa mise en oeuvre et tenir des sessions spéciales d'examen. Ce sont là des tâches vitales pour garantir l'application de ce programme et identifier les problèmes ou les échecs qui peuvent survenir. Il n'est guère besoin de souligner que le progrès dans l'application sera affecté à des degrés divers par une large gamme de facteurs et de relations mutuelles. Si l'on veut que le réalisme prédomine, il faudra considérer sur une base systématique l'ajustement et le réajustement, la nécessité de changements de rythme et la prise en compte des innovations, particulièrement dans les domaines de la science et de la technologie.

Ces exigences aideront à déterminer la nécessité d'un examen plus général, au sein du système des Nations Unies, des arrangements institutionnels liés au désarmement. Cette question a déjà été posée et nous disposons du rapport d'un Groupe d'experts sur les arrangements institutionnels relatifs au processus du désarmement. Ce rapport sera présenté à la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement. Il est nécessaire de se référer à ce sujet aux diverses propositions formulées pendant la première session sur le désarmement à propos des arrangements institutionnels liés au processus de désarmement et du rôle des Nations Unies dans ce domaine. Elles sont toutes énumérées au paragraphe 125 du Document final. Parmi eux figure une proposition concernant l'établissement d'une autorité mondiale du désarmement, faite par Son Excellence J.R. Jayewardene, Président du Sri Lanka. Depuis, l'Assemblée générale a été saisie d'autres propositions.

A notre avis, toutes ces propositions appellent un examen sérieux de la part du Comité et l'adoption de mesures par l'Assemblée générale à sa deuxième session consacrée au désarmement et à ses sessions ultérieures. Pour nous, le processus d'amélioration et de revitalisation du mécanisme de désarmement des Nations Unies n'est pas achevé. Nous pensons que les propositions faites contiennent des éléments très utiles qui peuvent être améliorés et encore travaillés avant de recevoir un caractère institutionnel. Ils pourraient alors accroître considérablement le rôle central de promotion du désarmement et d'incitation à des négociations plus rapides qui incombe aux Nations Unies.

L'étude même superficielle de l'activité exercée ces dernières années en matière de désarmement par les Etats membres dans l'Assemblée générale des Nations Unies illustre clairement le bond quantitatif concernant l'intérêt qu'ils attachent au désarmement. Un fait également significatif, c'est la croissance non seulement du nombre des questions mais aussi de leur complexité et de leurs incidences. L'adoption d'un programme global de désarmement aura son propre impact sur le mécanisme de désarmement et sur les arrangements institutionnels existants. Si nous avons la chance d'assister à l'adoption d'un programme global de désarmement et à sa mise en oeuvre, nous pourrions sûrement espérer voir une augmentation, fût-elle marginale, de l'engagement des Etats en vue d'accélérer le désarmement et une intensification de la volonté des populations du monde entier de poursuivre l'objectif du désarmement.

Compte tenu de cette situation, mon gouvernement estime qu'il n'est ni prématuré ni utopique de nous occuper sérieusement de la nécessité d'aligner pleinement le mécanisme et les institutions existantes de désarmement sur les besoins actuels du désarmement et même de prévoir, dans une certaine mesure, leur évolution future.

La délégation considère donc que toute référence dans le programme global du désarmement à des questions de mécanisme et de procédure devrait avoir un objectif plus

(M. Jayakoddy, Sri Lanka)

large, à savoir contribuer à l'examen de tout le mécanisme institutionnel lié au désarmement qui existe dans le système des Nations Unies afin d'élaborer des arrangements aussi efficaces que possible, correspondant pleinement aux conditions et aux besoins actuels et répondant effectivement aux nouveaux besoins qui apparaîtront, espérons-nous, au cours de cette deuxième décennie du désarmement. Ma délégation estime que cet intérêt sera partagé par toutes les délégations au Comité et à la deuxième session consacrée au désarmement.

Enfin, Monsieur le Président, ma délégation se félicite de la déclaration qu'a faite ce matin le distingué Ambassadeur Fields des Etats-Unis, annonçant que le Président des Etats-Unis, Monsieur Reagan, s'adressera à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Nous espérons que d'autres personnalités participeront également à cette session pour lui donner l'éclat qu'elle mérite.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Jayakoddy de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Roumanie, M. Melescanu.

M. MELESCANU (Roumanie) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis, tout d'abord, d'associer ma délégation aux félicitations et aux salutations chaleureuses qui vous ont été adressées à l'occasion de votre accession à la présidence du Comité du désarmement pour le mois d'avril.

Vos qualités de diplomate, de négociateur et de collègue, bien connues au Comité, constituent autant de preuves que nos travaux pendant ce mois difficile disposent des meilleures conditions pour une conclusion positive que nous souhaitons tous. Je voudrais vous assurer de l'entier appui de ma délégation dans l'accomplissement de vos importantes responsabilités.

J'aimerais saisir cette occasion pour exprimer chaleureusement à M. l'Ambassadeur Mario Alessi, d'Italie, les remerciements les plus sincères de ma délégation pour l'efficacité, la courtoisie et l'amitié qui ont caractérisé sa présidence.

Monsieur le Président, dans l'intervention d'aujourd'hui, la délégation roumaine aimerait se référer au point de l'ordre du jour concernant le Programme global de désarmement.

Depuis le commencement des négociations sur ce thème au sein du Comité, la délégation roumaine a eu plusieurs possibilités d'exprimer son point de vue sur l'importance de l'élaboration d'un pareil document dans le contexte de la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, ainsi que sur ses positions quant à la structure, le contenu et l'approche générale du Programme. Nous avons appuyé les initiatives visant à conduire à la réalisation de cet objectif et tout spécialement les propositions des pays neutres et non alignés, membres du Groupe des 21. A ce stade de nos travaux, je me bornerai, par conséquent, de présenter seulement quelques observations.

L'analyse du stade dans lequel se trouvent nos négociations sur ce sujet ne nous permet pas d'être très optimistes. Malgré l'intensification des efforts et la prolongation des négociations sous la compétente présidence de S.E. M. l'Ambassadeur Garcia Robles, du Mexique, la délégation roumaine est d'avis que nous sommes encore loin d'avoir un projet de document largement acceptable, afin de le soumettre à la session extraordinaire. Ceci nous amène à penser que dans les jours qui viennent

(M. Melescanu, Roumanie)

nous serons bien obligés de prendre une décision de principe concernant la manière de présenter, à la session extraordinaire, le fruit de nos efforts entrepris au sein du Comité.

Monsieur le Président, il faut bien reconnaître que la tâche d'élaborer un programme global de désarmement est sans doute complexe. Il s'agit en effet, ni plus ni moins, que de rétablir le concept du désarmement général et complet en tant que tâche primordiale des négociations sur le désarmement et de formuler à cette fin un ensemble cohérent de mesures conduisant à la réalisation de ce but. Ceci revient à dire que la tâche a été d'élaborer, sur la base des documents existants, et en premier lieu du Programme d'action de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, une véritable stratégie du désarmement pour les années à venir.

Deuxièmement, il faut aussi reconnaître que, dès le début de nos négociations, il y a eu une différence d'approche, laquelle, malgré les négociations, n'a pas disparu. Au contraire, nous sommes plutôt tentés de dire que ces différences d'approche se sont reflétées tout au long de nos débats, posant leur empreinte sur les questions concrètes concernant le Programme et surtout la valeur juridique, les phases d'application et les termes de la mise en pratique des mesures. Il est évident que, dans ces conditions, il a été difficile d'arriver à des formulations concrètes, généralement acceptables, pour la substance du projet de programme.

L'initiative de notre Président du Groupe de travail de créer un organisme de rédaction pour essayer de dégager les possibilités concrètes de parvenir à un accord est, sans aucun doute, une des dernières occasions qui nous soient offertes en vue de nous mettre en mesure de présenter un projet de programme global de désarmement pour la session extraordinaire. La délégation roumaine appuie cette initiative et est prête, quant à elle, d'apporter une contribution constructive à ces activités. En même temps, nous aimerions préciser que l'exercice en cours doit se dérouler dans les limites qui ont été établies par la première session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement et dans celles, qui en découlent, de l'utilité pratique que nous aimerions donner au Programme.

En ce qui concerne le mandat qui nous a été confié, le Document final de la première session extraordinaire précise que le Comité du désarmement doit élaborer un "Programme global de désarmement".

De l'avis de ma délégation, les conséquences suivantes découlent des dispositions du paragraphe 109 du Document final.

Nous sommes censés élaborer un programme, par conséquent un instrument où l'élément temps ne peut pas manquer. Même s'il s'agit de délais indicatifs, comme beaucoup de délégations l'ont souligné, l'élément temps reste, à notre avis, une condition sine qua non du programme.

Deuxièmement, on nous a demandé de mettre au point un programme global. Pour nous, ceci veut dire que le document comprendra un ensemble compréhensif de mesures visant à conduire, de la situation actuelle au désarmement général et complet. Nous aimerions souligner que ce concept implique en même temps l'existence de plusieurs phases d'application, car il s'agit d'un processus de longue haleine qu'il n'est pas concevable de réaliser d'un seul coup.

Troisièmement, la session extraordinaire nous a indiqué d'élaborer un programme global de désarmement. J'aimerais souligner "de désarmement", car il s'agit d'une indication importante. En effet, l'idée de l'Assemblée générale n'est pas de mettre au point seulement quelques mesures visant le contrôle des armements, mais un véritable programme de désarmement, ayant comme but l'arrêt de la course aux armements et le déclenchement d'un véritable processus de désarmement, en premier chef nucléaire.

(M. Melescaru, Roumanie)

Monsieur le Président, à ces limites qui découlent du mandat même confié au Comité du désarmement par l'Assemblée extraordinaire des Nations Unies s'ajoutent aussi des raisons d'ordre pratique qui doivent être prises en considération.

Le Programme global de désarmement, pour avoir une utilité pratique, ne doit reproduire, ni le Programme d'action adopté par la première session extraordinaire consacrée au désarmement, ni le Programme de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le désarmement.

Comme ma délégation l'a maintes fois souligné, le Programme global de désarmement doit être un véritable instrument pratique en vue de la mobilisation de la volonté politique de tous les Etats en faveur du désarmement. Par conséquent, il n'est pas concevable de ne pas lui donner une valeur plus contraignante que celle d'une simple résolution, même adoptée par consensus. Ma délégation appuie toute initiative visant à donner au Programme le caractère le plus contraignant possible, afin d'en faire un véritable instrument pratique pour le déclenchement du processus du désarmement, en premier chef nucléaire.

Monsieur le Président, nous sommes convaincus que le moment est arrivé, pour toutes les délégations, y compris la mienne, de faire preuve de bonne volonté et d'esprit d'accommodation pour qu'on puisse rendre définitif le projet de Programme global de désarmement. Mon intervention d'aujourd'hui est destinée à vous assurer du désir de la délégation roumaine de contribuer à des solutions les plus largement acceptables. Encore faut-il souligner, comme nous l'avons déjà fait, qu'il y a des limites à tout esprit d'entente découlant du mandat même qui nous a été confié ainsi que des considérations d'utilité pratique que nous devons envisager pour cet important document.

C'est dans cet esprit que ma délégation est prête à coopérer, à l'avenir aussi, pour la réalisation du projet de Programme global de désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Roumanie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant du Brésil, Son Excellence l'Ambassadeur de Souza e Silva.

M. de SOUZA e SILVA (Brésil) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, ma délégation se félicite vivement de votre accession à la présidence de notre Comité, non seulement en raison de vos qualités personnelles d'habile diplomate et homme politique, mais également du fait des liens très étroits de coopération qui caractérisent les relations entre nos deux pays. Je pourrais en dire autant de votre distingué prédécesseur et des relations entre l'Italie et le Brésil. Je voudrais féliciter chaleureusement M. l'Ambassadeur Alessi de l'excellente façon dont il a assumé ses fonctions le mois dernier.

M. de SOUZA e SILVA (Brésil) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la première partie de la session de 1982 du Comité du désarmement a débuté et va maintenant se terminer sous la menace d'un affrontement accru entre les deux grandes alliances militaires et en particulier entre les superpuissances. Les deux parties ont utilisé ce forum de négociation comme tribune de leur confrontation rhétorique ou de leur propagande, en se reprochant mutuellement la course aux armements et leur conduite déplorable dans les relations internationales. Leurs relations mutuelles étant fondées sur l'hostilité et la méfiance, l'accumulation d'armes de destruction massive et l'amélioration de ces dernières sont considérées comme une réponse satisfaisante à leurs problèmes de sécurité. Implicitement, elles ont montré que la sécurité individuelle des pays qui ne font pas partie de leur système immédiat d'alliances n'a qu'une faible incidence sur leur politique stratégique

(M. de Souza e Silva, Brésil)

globale. En conséquence, elles ne semblent attribuer aux forums multilatéraux qu'un rôle marginal. Naturellement, cette situation affecte directement la capacité qu'a le Comité de remplir son mandat.

Dans l'évaluation de la première moitié de la session de 1982, un fait caractéristique se remarque immédiatement : la répugnance des puissances dotées d'armes nucléaires et de leurs alliés à accepter, ne serait-ce qu'un engagement initial, encore moins un engagement clair, d'entreprendre sérieusement des négociations multilatérales sur une quelconque mesure de désarmement nucléaire. On a pu le constater en particulier durant les activités prolongées du Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement; mais examinons brièvement la situation actuelle des débats relatifs aux divers points de l'ordre du jour.

Je ne dirai rien du point 1 (interdiction des essais nucléaires), au sujet duquel des négociations de procédure se déroulent actuellement. Ma délégation et plusieurs autres ont participé activement à ces négociations sur la formulation d'un mandat, et nous espérons que toutes les délégations feront preuve d'assez de souplesse et de compréhension pour permettre à ces efforts d'aboutir, afin que le Comité puisse enfin être saisi des aspects de fond de la question.

Des six points de fond restants, un seulement a fait l'objet d'efforts multilatéraux concrets en vue de l'élaboration d'une convention interdisant une certaine catégorie d'armes de destruction massive. Le processus laborieux qui consiste à doter le Groupe de travail des armes chimiques d'un mandat de négociation pour l'accomplissement d'une telle tâche trahit la répugnance de certaines des grandes puissances à permettre au Comité de remplir ses fonctions. Les travaux relatifs à l'"élaboration" d'une convention sur les armes chimiques ont été perturbés à maintes reprises par des discussions à propos d'accusations d'utilisation passée et présente de telles armes. En outre, l'une des parties professe ouvertement la théorie discutable qu'en perfectionnant encore ses arsenaux chimiques, elle "incitera" l'autre partie à accepter un accord à la table de négociation. Son adversaire refuse même d'envisager l'inclusion dans le cadre de la convention d'une interdiction d'utiliser de telles armes, et ne semble pas disposé à attribuer un rôle significatif aux moyens internationaux de vérification dans le mécanisme visant à assurer le respect des dispositions de la convention. Lorsque cette nouvelle génération d'armes chimiques commencera à être mise en place, l'autre superpuissance prétendra sûrement qu'elle doit aussi se procurer la même sorte d'armes pour faire face à la nouvelle menace émanant de l'adversaire potentiel. Dans un tel climat, les perspectives de conclusion rapide d'une convention semblent très minces.

Dans le domaine des armes radiologiques, une situation différente reflète les mêmes réalités. Ici, les deux superpuissances, étant convenues en des temps meilleurs d'un projet de traité visant à interdire une sorte d'armes dont il semble qu'elles ont elles-mêmes du mal à définir précisément, ont demandé au Comité de sanctionner leur accord au plus vite, afin que cet organe puisse au moins présenter un texte concret à l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, quelques délégations, n'étant pas convaincues de l'opportunité ou de l'utilité de cette initiative, ont voulu donner une certaine substance à ce projet. Leurs propositions sur le fond traitaient surtout de l'interdiction des attaques contre les installations nucléaires, du lien entre le non-armement radiologique et le désarmement nucléaire, et de promotion efficace des utilisations pacifiques de matières radioactives. Ces propositions se sont toutes heurtées à la contestation acharnée des auteurs du projet initial. La perspective d'obtenir un instrument valable sur les armes radiologiques restera lointaine tant que les superpuissances refuseront de traiter cette question autrement qu'en fonction de leurs conceptions stratégiques.

(M. de Souza e Silva, Brésil)

Mais c'est en ce qui concerne le chapitre des garanties de sécurité négatives que l'affrontement entre les superpuissances et, à cet égard, entre toutes les puissances dotées d'armes nucléaires, a eu nettement pour conséquence de paralyser les procédures du Comité. Leurs déclarations sur la sécurité sont uniquement faites à l'adresse des autres puissances nucléaires, et les droits du reste du monde à la sécurité sont totalement ignorés.

Les efforts du Comité concernant l'élaboration d'un Programme global de désarmement, aussi soumis aux mêmes distorsions, sont demeurés vains. Dans le processus pénible d'assemblage des divers chapitres du projet de programme, les puissances dotées d'armes nucléaires ont clairement évité tout engagement précis au sujet du désarmement nucléaire. L'ambiguïté de leurs propres propositions et leur incapacité d'accepter l'indication la plus approximative du calendrier de mise en œuvre des diverses phases du Programme jettent des doutes sérieux sur la possibilité qu'aura la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale d'adopter par consensus tout document efficace de ce genre. En l'absence d'un compromis négocié, seul le recours au règlement intérieur de l'Assemblée générale permettrait en fin de compte d'adopter ce Programme.

L'examen du nouveau point inscrit cette année à l'ordre du jour du Comité, la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, reflète de nouveau le caractère conflictuel des rapports entre les deux superpuissances, déjà évident dans la formulation des deux résolutions adoptées par l'Assemblée générale à ce propos à sa trente-sixième session. Chaque résolution cherche à interdire le développement d'activités spatiales spécifiques à l'égard desquelles chaque partie estime que l'autre détient un avantage technologique. L'an dernier, le Brésil a mis en garde la Première Commission contre le risque que l'inscription à l'ordre du jour du Comité d'un point concernant l'espace extra-atmosphérique ne se révèle nuisible à la poursuite des efforts visant à ce que le point 2 (désarmement nucléaire) soit traité de façon structurée au sein du Comité. Il apparaît maintenant que nos craintes n'étaient pas infondées. L'an dernier, le Comité a tenu un débat intéressant, quoique peu concluant et curieusement secret, sur le point 2 de l'ordre du jour. Toutefois, durant la première moitié de cette session de 1982, ce point prioritaire a été simplement évoqué dans des déclarations en plénière. Ma délégation s'alarme de cette situation, puisque l'ONU a attribué la plus haute priorité à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire. Nous prions donc de nouveau instamment le Comité de consacrer un temps adéquat au point 2 de son ordre du jour, durant la seconde partie de la session de 1982.

Bref, l'aggravation du climat d'hostilité et d'affrontement entre les superpuissances a affecté au premier chef la capacité de la communauté internationale de négocier efficacement dans le domaine du désarmement.

Cette évaluation plutôt sombre des résultats de la première partie de notre session de 1982 fait ressortir le besoin urgent de faire le point sur la situation actuelle dans le domaine du désarmement. Si le Comité a été créé il y a quatre ans, c'est parce que la communauté des nations était convaincue que les principes fondamentaux du Document final seraient observés de bonne foi dans la poursuite d'un objectif commun.

(M. de Souza e Silva, Brésil)

Il est clair que ces principes fondamentaux se situent à un niveau bien supérieur aux fluctuations naturelles des rapports changeants entre les nations, et qu'ils ne devraient pas être remis en question de leur seul fait. Pourtant, durant ce bref laps de temps, certains membres ont ouvertement mis en doute leur validité et refusent, en paroles et en actes, d'honorer les engagements qu'ils ont solennellement pris en mai 1978. Les arguments faisant valoir que les réalités de la situation mondiale justifient maintenant une attitude différente sont trompeurs dans la mesure où la réalité est aussi déterminée par les actions et la sensibilité mêmes des pays, en particulier de ceux qui sont le plus fortement armés. En outre, l'évaluation de la réalité ne devrait pas se limiter à l'état des rapports entre les superpuissances et leurs alliés; elle englobe aussi les aspirations et les besoins de sécurité de la grande majorité des pays. Il incombe aussi à l'ensemble des nations, en particulier à celles qui assument la plus grande responsabilité en matière de désarmement, de renforcer les engagements officiellement pris, plutôt que d'y déroger en recherchant de façon étroite la sécurité individuelle au détriment de la sécurité d'autrui. Une responsabilité spéciale en matière de désarmement ne signifie pas la responsabilité exclusive des négociations; elle rend les puissances dotées d'armes nucléaires comptables envers l'humanité, et ne leur confère aucun privilège spécial.

La deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement offre la chance d'une telle évaluation sérieuse et d'un accord politique de grande importance pour l'avenir de l'humanité, accord dont le Document final offrirait la base conceptuelle et qui trouverait son expression concrète dans un véritable programme global de désarmement. Toutefois, il semble que les Etats les plus puissants de la terre aient maintenant des arrière-pensées quant à la base conceptuelle fournie par le Document final, qui devrait être incorporée dans le Programme global. En attendant qu'ils comprennent qu'il n'y a d'autre voie que le désarmement, l'humanité ne devrait pas être condamnée à languir dans l'impuissance, alors que grandit la menace d'une guerre nucléaire. La session extraordinaire de l'Assemblée générale offre un cadre pour établir des définitions politiques et trouver des voies pour prendre des mesures concernant la question la plus urgente, celle de la prévention de la guerre nucléaire.

Il n'est pas possible d'empêcher la guerre nucléaire en intensifiant la confrontation ou simplement en augmentant les chances de détruire un adversaire potentiel. Il doit au contraire y avoir un ferme engagement politique d'agir maintenant, au moyen d'accords suffisamment contraignants, pour que la guerre nucléaire ne soit plus considérée comme une éventualité dans la planification stratégique des puissances dotées d'armes nucléaires. Une initiative aussi hardie, qui serait encore plus efficace dans la perspective d'un désarmement, doit donc procéder de la volonté authentique de rechercher activement le désarmement nucléaire. Dans le domaine politique, la volonté résulte de la conviction que l'on a de son intérêt légitime et des besoins que l'on perçoit. Toutefois, il paraît difficile d'affirmer qu'il y a un intérêt ou un besoin légitime quelconque à poursuivre une politique d'armement nucléaire lorsque cette politique est perçue comme une menace par les populations mêmes dont elle était initialement censée protéger la sécurité.

Dans le passé, les superpuissances ont conclu des accords partiels, comme ceux qui ont trait à la création de lignes de télécommunication directes, à des échanges limités d'informations, etc., pour empêcher le déclenchement d'une guerre nucléaire par accident ou erreur de calcul. Ces accords sont certainement utiles, mais il leur manque cette perspective de désarmement qu'exige la communauté des Nations. Ces accords sont conçus pour minimiser l'utilisation involontaire d'une force nucléaire qui est volontairement maintenue dans un état constant de préparation à une attaque, ou y remédier. Leur objet est de renforcer la confiance en la force nucléaire et en

(M. de Souza e Silva, Brésil)

l'acceptabilité de cette dernière, et non d'éliminer graduellement les arsenaux nucléaires existants. La prévention de la guerre nucléaire, dans un sens actif, devrait viser un objectif beaucoup plus ambitieux. Elle devrait dépasser la perspective étroite des intérêts de sécurité nationaux, et s'attacher à la recherche d'une sécurité authentique pour tous les pays.

Tous les peuples du monde, y compris ceux des puissances dotées d'armes nucléaires elles-mêmes et ceux de leurs alliés, partout où ils peuvent librement s'exprimer, exigent, devant la crainte grandissante de l'extinction du genre humain, d'être rassurés de façon explicite. La résolution 36/81B, adoptée par consensus peut servir de base à la prise d'un tel engagement politique qui revêtirait une signification profonde pour l'ensemble de la communauté des nations. Faisons en sorte que chacun se souvienne de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement comme de la rencontre historique à l'occasion de laquelle les Etats dotés d'armes nucléaires ont finalement décidé de mettre leur puissance au service de l'humanité et non d'en faire un instrument d'annihilation.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur de Souza e Silva de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence.

Ma liste d'orateurs pour aujourd'hui est épuisée. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ?

Je donne la parole à l'Ambassadeur Herder.

M. HERDER (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, un document intitulé "Evaluation technique du système 'Recover' aux fins de la vérification en matière d'armes chimiques" présenté par l'Australie, les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni a été distribué aujourd'hui dans cette salle de Conférence sous la cote CD/271. Il est fait état, dans ce document officiel, d'un système de démonstration déployé depuis 1980 dans certains pays, dont l'Allemagne. Etant donné qu'il n'y a pas d'Allemagne, ni à l'Organisation des Nations Unies, ni au Comité du désarmement, ni ailleurs, je me demande de quel pays il s'agit. A ma connaissance, la République démocratique allemande ne s'est pas associée à ce système, peut-être les auteurs pensaient-ils à la République fédérale d'Allemagne. J'aimerais donc demander aux auteurs du document, par votre intermédiaire, de modifier cette partie du document et d'utiliser le nom des pays conformément à la pratique internationale généralement établie. Ce n'est pas simplement une question de respect mutuel, mais cela répond à la nécessité d'éviter tout malentendu et toute erreur d'interprétation possible. Je suis particulièrement reconnaissant à cet égard aux traducteurs russes qui, manifestement de leur propre initiative, ont apporté la correction nécessaire au texte russe de ce document.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie l'Ambassadeur Herder de sa déclaration. Avant de donner la parole au prochain orateur qui l'a demandée, puis-je demander aux auteurs du document en question s'ils souhaitent prendre la parole ?

Mme HOINKES (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Au nom des Etats-Unis d'Amérique, et j'en suis également convaincu, au nom des coauteurs du document, je voudrais m'excuser de cette méprise. Je suis sûre qu'il y sera remédié sans retard.

M. SKINNER (Canada) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai une brève communication à faire. En juin 1980, la délégation canadienne avait présenté au Comité du désarmement un répertoire des propositions concernant la vérification de la limitation des armements, qui constituait un assez gros document répertoriant un certain nombre de propositions -- je pense qu'il devait bien y en avoir plusieurs centaines -- qui avaient été présentées au Comité du désarmement et aux organes qui l'avaient précédé et émanaient d'un groupe de gens fort ambitieux et énergiques à Ottawa. Ils ont maintenant mis leur répertoire à jour et j'ai l'honneur de vous présenter cette deuxième version en vous demandant de la faire distribuer aux membres du Comité du désarmement, pour qui elle présentera de l'intérêt et constituera une source de plaisir et d'amusement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je vous remercie, Monsieur Skinner. Y-a-t-il d'autres délégations qui voudraient prendre la parole ? Cela ne semble pas être le cas. Le secrétariat a distribué aujourd'hui, à ma demande, le document de travail No 59, daté du 2 avril, ainsi qu'une communication reçue de la Mission permanente de Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Des exemplaires de cette communication ont également été déposés dans le casier des délégations vendredi dernier. Il s'agit ici d'une décision du même type que les décisions précédentes adoptées par le Comité à propos des demandes d'Etats non membres du Comité désireux de participer aux travaux de celui-ci. Avant de lever cette séance plénière, je propose que nous l'interrompions brièvement pour examiner le document de travail No 59. Nous pourrions ensuite reprendre notre séance plénière et adopter la décision pertinente, en cas de consensus. Je constate qu'il n'y a pas d'objection à ma proposition. La séance plénière est donc suspendue.

La séance est suspendue à 12 h. 10; elle est reprise à 12 h. 25.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La cent-soixante neuvième séance plénière est reprise. J'invite le Comité à se prononcer au sujet du document de travail No 59 1/. S'il n'y a pas d'objection, je considère que le Comité adopte le projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

Avant de lever cette séance plénière, permettez-moi de vous rappeler que le Comité tiendra cet après-midi, à 15 heures, une réunion officielle pour examiner les sujets suivants : a) le projet de rapport à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement; b) la date de clôture de la première partie de la session de 1982 du Comité; et c) les modalités du réexamen de la composition du Comité. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde, H. Saran.

H. SARAN (Inde) (traduit de l'anglais) : Excusez-moi de vous interrompre, Monsieur le Président. Je constate que le programme de travail que vous avez distribué prévoit également pour 15 heures une réunion du Groupe de travail spécial des armes radiologiques. J'avais indiqué dans ce Groupe que, particulièrement pour de petites délégations comme la nôtre, il serait difficile d'être présent en même temps à deux séances, qui toutes deux porteront sur des questions très importantes. Il serait donc souhaitable que le Groupe de travail spécial des armes radiologiques se réunisse après la réunion officielle.

1/ En réponse à la demande de la Tunisie (CD/252 et CD/276) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, le Comité décide d'inviter le représentant de la Tunisie à participer au cours de l'année 1982 aux réunions des groupes de travail spéciaux sur un programme global de désarmement et sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Merci, M. Saran. J'allais précisément aborder cette question. Le Président du Groupe de travail spécial des armes radiologiques a demandé à prendre la parole pour une communication. M. l'Ambassadeur Wegener, vous avez la parole.

M. WEGENER (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Merci, Monsieur le Président. En fait, il est facile de donner satisfaction à notre distingué collègue de l'Inde, car le Groupe de travail a décidé, à sa dernière séance officielle, de prendre contact avec le secrétariat pour organiser une séance cet après-midi après, plutôt qu'en même temps, la réunion officielle du Comité. Je pense que le Groupe de travail des armes radiologiques reprendra ses travaux immédiatement après la fin de votre réunion officielle. A ce propos, je suis heureux de noter que des dispositions ont été prises avec les interprètes pour que nous puissions poursuivre au-delà de 18 heures. Toutefois, la durée de la séance sera limitée de façon à ne pas gêner certaines réceptions qui pourraient avoir lieu plus tard.

M. LIDGARD (Suède) (traduit de l'anglais) : Comme nous disposons d'une demi-heure, je suggère que nous ouvrons la réunion officielle, afin d'entamer dès maintenant l'examen du programme de cet après-midi et d'économiser ainsi du temps.

M. SARAN (Inde) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je remercie le Président du Groupe de travail spécial des armes radiologiques. Permettez-moi de formuler une demande analogue au Président du Groupe de travail spécial des armes chimiques, car je constate que ce groupe a, lui aussi, prévu pour demain, une séance en même temps que la réunion officielle.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Merci, M. Saran. Nous devrions peut-être donner à M. l'Ambassadeur Sujka le temps d'examiner la question. Dans l'intervalle, je voudrais avoir vos observations ou vos réactions concernant la proposition pratique présentée par M. l'Ambassadeur Lidgard, de la Suède. M. Lidgard a proposé, puisqu'il reste à peu près 30 minutes, que le Comité se réunisse maintenant en réunion officielle et entame le débat prévu pour cet après-midi à 15 heures.

M. AKINSANYA (Nigéria) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la proposition de l'Ambassadeur Lidgard ne pose pas de difficultés pour ma délégation mais permettez-moi d'ajouter qu'elle attend avec intérêt des indications sur les progrès réalisés dans vos consultations sur le point 1.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je vous remercie M. Akinsanya. J'en tiendrai compte. Ce silence signifie-t-il que le Comité est en faveur de la proposition de M. l'Ambassadeur Lidgard.

M. DON NANJIRA (Kenya) (traduit de l'anglais) : Naturellement, le silence peut être synonyme d'accord ou de désaccord, selon l'optique dans laquelle on se place. Mais je pense que la plupart des délégations étaient disposées à examiner cette question cet après-midi et généralement lorsqu'une réunion se termine plus tôt, on peut espérer partir plus tôt pour préparer la séance suivante. Mais si le Comité décide d'aborder cette question maintenant, cela signifie que nous en poursuivrons l'examen cet après-midi. Si l'on décide de commencer maintenant la réunion officielle, peut-être pourrions-nous commencer par le point b).

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie M. Nanjira de sa suggestion très utile. Je propose donc, s'il n'y a pas d'objection, que nous nous réunissions, après la clôture de la séance officielle du Comité dans quelques minutes, en réunion officielle pour examiner le point b), qui concerne la date de clôture de la première partie de la

(Le Président)

session de 1982. Cela convient-il aux membres du Comité ? Je vous remercie. Nous agissons donc en conséquence. J'aimerais maintenant inviter le Président du Groupe de travail spécial des armes chimiques, l'Ambassadeur Sujka, à répondre à la question de M. Saran, de l'Inde.

M. SUJKA (Pologne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'aimerais répondre de façon positive à cette requête, mais je crains que cela ne me soit pas possible. Si l'on demande aux présidents des Groupes de travail de présenter les rapports des organes subsidiaires pour qu'ils soient insérés dans le rapport du Comité à la séance plénière du jeudi 8 avril, mon Groupe devra prolonger ses débats sur la deuxième lecture du projet qui a été préparé hier. Ce projet a été examiné pour la première fois hier et nous avons prévu de l'examiner demain après-midi en même temps que deux autres questions assez complexes découlant du programme de travail du Groupe de travail pour la session de printemps. C'est pourquoi nous avons discuté de la possibilité, ou plutôt de la nécessité, d'avoir demain une séance de nuit du Groupe. Si le Comité n'examine pas les rapports des organes subsidiaires à sa séance plénière du 8 avril, qui est une date critique, nous accepterons certainement la suggestion qui est faite de convoquer une réunion du Groupe de travail après la réunion officielle du Comité demain, à 15 heures. Mais tout dépend du calendrier des réunions et des questions à examiner pendant les séances plénières du Comité. La décision est entièrement entre vos mains, Monsieur le Président.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais) : La déclaration du Président du Groupe de travail spécial des armes chimiques correspond plus ou moins, j'en conviens, à ce que je prévoyais. Je rappellerai que lorsque nous avons adopté le calendrier de cette semaine, j'avais invoqué la nécessité d'avoir dans quelques cas des réunions simultanées étant donné le peu de temps dont nous disposons avant la fin de la session. J'estime donc que nous devrions essayer, après tout, de tenir des séances simultanées bien que cela puisse présenter des difficultés pour certaines délégations. Je ne pense pas que nous ayons d'autres choix, mais j'aimerais entendre l'opinion des autres. Je pencherais quant à moi pour une réunion du Groupe de travail spécial des armes chimiques demain après-midi, pendant que se déroule la réunion officielle.

M. SARAN (Inde) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je me rend compte que nous avons un programme assez chargé devant nous et que, dans certains cas, il pourra être nécessaire de tenir des réunions simultanées, mais jusqu'ici nous avons évité d'avoir en même temps des réunions importantes comme une réunion officielle consacrée à l'examen de questions extrêmement cruciales et des réunions d'organes de négociation. Naturellement, si telle est la décision du Comité d'avoir une réunion du Groupe de travail spécial en même temps qu'une réunion officielle du Comité, je ne m'y opposerai pas, mais je tiens à bien préciser que ma délégation risque alors de se trouver dans l'obligation, lorsque le rapport du Groupe de travail spécial des armes chimiques sera présenté en séance plénière, de proposer des amendements assez radicaux s'ils ne correspondent pas à notre position et certainement ma délégation n'aimerait pas se trouver dans une telle situation en plénière. Mais nous avons certains intérêts importants dans les négociations qui se déroulent au Groupe de travail spécial et nous tenons certainement à ce que nos vues soient reflétées dans son rapport. Des consultations officielles ont eu lieu en même temps que d'autres réunions auxquelles nous n'avons pu assister. Les décisions qui sont prises dans ces consultations officielles ne lient pas notre délégation, aussi aimerais-je préciser que si nous n'avons aucune objection à ce que des réunions se tiennent simultanément, je tiens à réserver la position de ma délégation en ce qui concerne tout rapport qui pourra être présenté en plénière.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Inde, de sa déclaration et de sa compréhension et je tiendrai certainement compte des remarques qu'il vient de faire pour établir le calendrier des prochaines réunions. La prochaine séance plénière du Comité du désarmement aura lieu jeudi 8 avril à 10 heures. J'aimerais rappeler aux membres du Comité que la séance de jeudi commencera à 10 heures et non à 10 h 30. Immédiatement après la fin de cette séance, je convoquerai une réunion officielle du Comité pour examiner la question de la date de clôture.

La séance est levée à 12 h 40.